

Le 17 février 2017

# COURRIER DE SOS RACISME



## DEGUEULASSE !



SYNERGIE-OFFICIERS est scandalisé par le torchon rédigé par le président de SOS racisme à l'attention du Préfet de Police.

Ce clystère est un ramassis des pires ignominies délivrées à l'encontre des milliers d'hommes et de femmes qui chaque jour au péril de leur intégrité et de celle de leurs familles assurent avec probité et humanité la sécurité de nos concitoyens y compris et surtout les plus démunis.

Cet épandage relaye la tribune de bobos millionnaires publiée dans Libération le 15 février qui témoigne du décalage entre un monde fantasmé par des privilégiés (souvent eux-mêmes repris de justice ou fraudeurs fiscaux) et l'enfer quotidien de centaines de milliers de nos concitoyens pris en otage par des groupes mafieux et des radicaux religieux qui s'évertuent à mettre en sécession des pans entiers du territoire de la République.

SYNERGIE-OFFICIERS dénonce avec force et vigueur cette entreprise d'appel à la haine et à la violence contre les forces de l'ordre. Dans un contexte terroriste qui a déjà vu bon nombre de nos collègues payer un lourd tribut, une telle abjection reflète bien les motivations profondes de son auteur dont la médiocrité contraste avec le courage quotidien des policiers.

SYNERGIE-OFFICIERS condamne une démarche criminelle de stigmatisation des policiers par une officine parasitaire sous perfusion de l'argent du contribuable dont le discours obsessionnel anti amalgame ne trouve bizarrement pas écho lorsqu'il s'agit des forces de l'ordre.

SYNERGIE-OFFICIERS prévient que ceux qui désignent à la vindicte toute une profession dont l'honorabilité et le respect ne souffrent aucun contredit chez la majorité de nos concitoyens, seront tenus pour personnellement responsables des violences et des exactions qui pourraient être commises à l'encontre de ses membres.

Retrouvez ci-dessous le courrier de SOS RACISME

Le Bureau National

# SYNERGIE OFFICIERS



**SOS RACISME**

Monsieur Michel Cadot  
Préfet  
Préfecture de Police de Paris  
4, Boulevard du Palais  
75004 Paris

Paris, le 15 février 2017

Monsieur le Préfet,

Hier, j'étais à Aulnay-sous-Bois. J'y ai discuté avec des habitants aux statuts divers ainsi qu'avec le frère de Théo, du prénom de ce jeune jusque-là sans histoire qui eut le malheur de croiser la route de quatre jeunes policiers ivres de haine.

Je ne sais pas quel est le feu qui ronge ces fonctionnaires de police mais j'en ai une petite idée : le racisme, la bêtise, le sentiment de toute-puissance et la perversité des couards amoureux de l'humiliation.

Vous avez trop de métier pour penser qu'il ne s'agit là que d'un « accident » comme le rapport de l'IGPN a essayé de le faire croire. L'agression est certaine, aussi bien dans son intentionnalité que dans son degré de violence qui a gravement estropié un jeune de 22 ans. Votre ancienneté dans la fonction de préfet vous permet sans doute de disposer d'un stock d'histoires « cocasses » dans lesquelles des délinquants ou des criminels ont plaidé contre toute évidence l'accident.

Vous avez également trop de métier pour croire que ces agents en étaient à leur premier méfait. A moins d'une grave affection psychologique ou d'une agression spectaculaire, l'exercice de la violence se déploie toujours par une escalade de son intensité.

Les brutes étrangement en liberté qui ont commis ces actes sont une honte pour la Police nationale, un corps dont la mission est de protéger et de servir la population comme le font admirablement maints de ses membres, de par leur activité occasionnelle ou de par leur implication dans la lutte contre la menace terroriste.

Les langues qui se délient démontrent ce que j'évoquais il y a un instant : ces individus n'en étaient pas à leur coup d'essai.

Avant d'aller discuter avec les habitants d'Aulnay-sous-Bois, j'avais lu dans la presse que la BST (Brigade Spécialisée de Terrain) à laquelle ils appartiennent était surnommée « les tabasseurs » par la population, et notamment les jeunes.

Je dois dire que les témoignages que j'ai recueillis sur le territoire confirment l'image sombre que ce sobriquet dessine. Insultes racistes, provocations, cris de singe, intimidations, tabassages, rackets... Voici ce qui m'a été décrit non seulement par des jeunes, mais également par des adultes. A vrai dire, je n'ai trouvé personne dans la ville qui m'en a dessiné une image différente.

Alors certes, l'IGPN et le Parquet, au fil des révélations, enquêtent et ouvrent des informations judiciaires. Mais le mal ne se résume pas à une succession de défaillances individuelles. Le problème

concerne manifestement le fonctionnement de ce commissariat et plus particulièrement de cette brigade dont maints de ses membres se sont arrogé le droit de traiter les citoyens des quartiers populaires comme des chiens.

C'est pourquoi, et afin de faire cesser ces comportements contraires à la loi et à la déontologie, je vous demande de procéder à une enquête générale sur le fonctionnement de ce commissariat et de cette brigade, ainsi que de prononcer les sanctions qui s'imposeront au regard des éléments que vous aurez pu réunir. Si j'ai pu recueillir autant d'informations univoques en une demi-journée, je ne doute pas qu'elles seront aisément accessibles à vos services.

Votre action est d'autant plus urgente et nécessaire que vous savez parfaitement, de par votre expérience, que de nombreuses personnes dans les quartiers populaires ne sont pas en mesure d'affronter une institution telle que la police nationale, par éloignement des institutions, par manque de ressources sociales et financières, par l'impossibilité de quitter le territoire si les choses venaient à mal tourner. Il ne s'agit donc pas ici de la mise en place d'une plateforme de l'IGN accessible aux citoyens. Il s'agit pour l'institution dont vous avez la charge de prendre ses responsabilités et de traiter d'un gravissime dysfonctionnement structurel dont nul ne peut plus dire aujourd'hui qu'il l'ignore et qui met objectivement la population en danger.

Dans l'attente d'une réponse de votre part et ne doutant pas que cette lettre sera suivie d'effets, je vous prie, Monsieur le Préfet, de recevoir mes salutations distinguées.

A handwritten signature in black ink, reading "Dominique Sopo". The signature is written in a cursive style with a long horizontal stroke at the end.

Dominique SOPO  
Président de SOS Racisme